

CONDITIONS GENERALES DE LOCATION DE MATERIEL D'ENTREPRISE AVEC OPERATEUR

Article 1 – Généralités

Les conditions générales interprofessionnelles de location de matériel avec opérateur ont été élaborées par une commission spécialisée réunissant les utilisateurs (FFB, FNTP) et les professionnels de la location (DLR).

Pour avoir valeur contractuelle, les présentes conditions générales doivent être expressément mentionnées dans le contrat de location.

Elles sont seules applicables et le preneur ne peut opposer ses propres conditions générales.

Les parties contractantes règlent les questions spécifiques dans les conditions particulières du contrat de location.

Article 2 – Lieu d'emploi

Le matériel est exclusivement utilisé sur le chantier indiqué ou dans une zone géographique limitée. Toute utilisation en dehors du chantier ou de la zone indiquée sans l'accord explicite et préalable du loueur peut justifier la résiliation de la location. L'accès au chantier sera autorisé au loueur ou à ses préposés, pendant la durée de la location. Le locataire procède à toutes démarches auprès des autorités compétentes pour obtenir les autorisations de faire circuler le matériel loué sur le chantier et/ou le faire stationner sur la voie publique. Le locataire obtient au profit du loueur ou de ses préposés les autorisations nécessaires pour pénétrer sur le chantier.

Article 3 – Mise à disposition

Article 3.1. du matériel

Le matériel, ses accessoires, et tout ce qui en permet un usage normal, est mis à disposition au locataire en bon état de marche.

La prise de possession du matériel transfère la garde juridique du matériel au locataire conformément à l'article 10-1.

Les matériels mis en location peuvent être équipés de systèmes de géolocalisation ou de traceurs d'utilisation des matériels, notamment à fins de lutte contre les vols et les fraudes et d'affiner la facturation d'utilisation du matériel.

À la demande de l'une ou l'autre des parties, un état contradictoire peut être établi.

En l'absence du locataire lors de la livraison, ce dernier doit faire état au loueur, dans les 2 heures suivant la livraison, de ses réserves écrites, des éventuels vices apparents et/ou des non-conformités à la commande.

A défaut de telles réserves, le matériel est réputé conforme et en bon état de fonctionnement.

Le contrat de location peut prévoir, au choix des parties, une date de livraison ou d'enlèvement. La partie chargée d'effectuer la livraison ou l'enlèvement doit avertir l'autre partie de sa venue avec un préavis raisonnable.

Article 3.1. de l'opérateur

Le loueur met à disposition du preneur, du personnel qualifié et formé à la conduite et à l'utilisation du matériel. Le loueur tient à la disposition du preneur l'identité des opérateurs, leur déclaration unique d'embauche, leurs cartes professionnelles, les autorisations de conduite, leurs habilitations et capacités médicales, les permis seront communiqués au preneur au plus tard la veille de la location, avant 12h. Le preneur s'engage à faire connaître toute difficulté ou contrainte objective liée au contrat ou à la personne de l'opérateur dans les 2h qui suivent l'information donnée par le loueur. En aucun cas les difficultés ou contraintes ne peuvent procéder en une discrimination sur la personne de l'opérateur.

Le preneur s'engage à déclarer les opérateurs mis à disposition au coordinateur SPS si le chantier y est soumis.

La prestation de l'opérateur comprend l'utilisation de l'engin et sa conduite sous la direction et la responsabilité du locataire.

Le locataire est responsable de l'organisation et la supervision des travaux réalisés avec les engins mis à disposition. L'opérateur, bien que salarié du loueur, agit sous l'autorité du locataire pendant la durée de la prestation. Le loueur ne pourra être tenu responsable des accidents, dommages ou incidents survenant dans le cadre de l'exécution des travaux, sauf en cas de faute grave de sa part ou de celle de son personnel.

Le locataire s'engage à respecter toutes les obligations légales et réglementaires en matière de droit du travail concernant son personnel, notamment celles relatives à la protection de la santé et de la sécurité des salariés, y compris le chauffeur mis à disposition. Le locataire s'engage à ne pas exercer de pouvoir disciplinaire ou de contrôle direct sur l'opérateur, ce qui pourrait constituer un lien de subordination, sauf pour les instructions nécessaires à la bonne exécution des travaux. Ainsi, seul le loueur est responsable de tout fait commis par son préposé dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

Article 4 – Durée de la location

La location part du jour de la mise à disposition au locataire du matériel loué, de ses accessoires. Elle prend fin le jour où le matériel loué et ses accessoires sont restitués au loueur. Ces dates sont fixées dans le contrat de location. Sauf exceptions prévues aux conditions particulières, la durée de location est exprimée en journée de 8h. Dans le cas général, le matériel est loué pour une durée minimum d'une journée, ainsi, il sera facturé un minimum de 8 heures par journée de travail. Toute modification de cette durée doit faire l'objet d'un nouvel accord entre les parties. Les heures supplémentaires ou le travail le samedi et dimanche devront faire l'objet d'un accord préalable avec le loueur. Les heures supplémentaires seront facturées en sus au prorata du huitième de la journée de base. Le loueur s'engage, en cas de défaillance de l'opérateur, à pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais. La location est suspendue jusqu'à ce dont le poste soit à nouveau pourvu. Les durées d'intervention du personnel de conduite sont convenues de manière à permettre au loueur et au locataire d'organiser le travail de ce personnel, dans le cadre des horaires de chantier du locataire et dans le respect de la réglementation sur la durée du travail et sur le temps de conduite. Aucune modification de l'horaire initialement convenu ne peut intervenir sans l'accord préalable du loueur. Tout manquement à cette règle entraînerait la responsabilité du locataire.

Article 5 – Conditions d'utilisations

Le locataire doit informer le loueur des conditions spécifiques d'utilisation du matériel loué afin que lui soient précisées les règles d'utilisation et de sécurité fixées tant par la réglementation applicable que par le constructeur et/ou le loueur. Le matériel doit être maintenu en bon état de marche et utilisé en respectant les règles d'utilisation et de sécurité. Seul l'opérateur du loueur est habilité à conduire le matériel loué. Le locataire s'interdit de sous-louer et/ou de prêter le matériel sans l'accord du loueur. Tout manquement à cette règle entraînerait la responsabilité du locataire.

Cependant, dans le cadre d'interventions liées au secours, le loueur ne peut s'opposer à l'utilisation par d'autres entreprises du matériel loué. Le locataire reste néanmoins tenu aux obligations du contrat.

Toute utilisation, non conforme à la déclaration préalable du locataire ou à la destination normale du matériel loué, donne au loueur le droit de résilier le contrat de location, conformément aux dispositions de l'article 19 et d'exiger la restitution du matériel.

Article 6 – Transports

Le coût du transport du matériel loué est, à l'aller comme au retour, à la charge du locataire. Le transport du matériel loué, à l'aller comme au retour, est effectué sous la responsabilité de celle des parties qui l'exécute ou le fait exécuter. La partie qui fait exécuter le transport exerce le recours éventuel contre le transporteur. Il appartient donc à cette partie de vérifier que tous les risques, aussi bien les dommages causés au matériel que ceux occasionnés par celui-ci, sont couverts par une assurance suffisante du transporteur et, à défaut, de prendre toutes mesures utiles pour assurer le matériel loué. Le coût du transport du matériel loué est, à l'aller comme au retour, à la charge du locataire, sauf disposition contraire aux conditions particulières.

La responsabilité du chargement et/ou du déchargement et/ou de l'arrimage incombe à celui ou ceux qui les exécutent.

Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est constaté à l'arrivée du matériel, le destinataire doit aussitôt formuler les réserves légales auprès du transporteur et en informer l'autre partie afin que les dispositions conservatoires puissent être prises sans retard, et que les déclarations de sinistre aux compagnies d'assurances puissent être faites dans les délais impartis.

Article 7- Installation, montage, démontage

L'installation, le montage et le démontage (lorsque ces opérations s'avèrent nécessaires) sont effectuées sous la responsabilité de celui qui les exécute, ou les fait exécuter.

Les conditions d'exécution (délai, prix, ...) sont fixées dans les conditions particulières. L'installation, le montage et le démontage ne modifient pas la durée de la location qui reste telle que définie à l'article 4.

Article 8 – Entretien du matériel

Le locataire ou l'opérateur procède régulièrement à toutes les opérations courantes d'entretien, de nettoyage, de vérification et d'appoint (graissage, carburant, huiles, antigel, pression et état des pneumatiques, etc.) en utilisant les ingrédients préconisés par le loueur. Le loueur est tenu au remplacement des pièces d'usure. Le locataire réserve au loueur un temps suffisant, dans un endroit accessible, pour permettre à celui-ci de procéder à ses opérations. Sauf stipulations contraires mentionnées dans les conditions particulières, le temps nécessaire par l'entretien du matériel à la charge du loueur fait partie intégrante de la durée de location telle que définie à l'article 4.

Article 9 – Pannes, Réparations

L'opérateur informe le loueur immédiatement par tout moyen à sa convenance en cas de panne immobilisant le matériel pendant la durée de la location. Dès que le loueur est informé, le contrat est suspendu pendant la durée de l'immobilisation du matériel en ce qui concerne son paiement, mais reste en vigueur pour toutes les autres obligations. Toutefois, les pannes d'une durée inférieure ou égale à deux heures ne modifient pas les conditions du contrat qui restent définies à l'article 4. Le locataire a la faculté de résilier immédiatement le contrat dès que le matériel n'aura pas été remplacé dans le délai d'une journée ouvrée qui suit l'information donnée au loueur, sauf dispositions spécifiques aux conditions particulières. La résiliation est subordonnée à la restitution du matériel. Aucune réparation ne peut être entreprise par le locataire, sans l'autorisation préalable écrite du loueur.

Article 10 – Obligations et responsabilités des parties

Le locataire a la garde juridique du matériel loué pendant la durée de mise à disposition ; il engage sa responsabilité de ce fait sous réserve des clauses concernant le transport. Le locataire est déchargé de la garde du matériel :

- Pendant la durée de la réparation lorsque celle-ci intervient à l'initiative du loueur.
- En cas de vol, le jour du dépôt de plainte auprès des autorités compétentes. Le locataire s'oblige à communiquer le dépôt de plainte au loueur.
- En cas de perte, le jour de la déclaration faite par le locataire au loueur.

Le locataire est responsable de l'utilisation du matériel loué et de tout ce qui concerne la prise en compte :

- De la nature du sol et du sous-sol,
- Des règles régissant le domaine public,
- De l'environnement,
- Des conditions d'exécution du travail effectué par l'opérateur.

A cet égard, le locataire assume la responsabilité des consignes et des directives qu'il donne à l'opérateur, pour assurer la coordination de l'intervention du matériel et les activités du chantier. Il assure la sécurité de l'opérateur et du matériel sur la zone du site d'intervention. Le loueur assume la maîtrise des opérations de conduite qu'il confie à un opérateur apte, qualifié et formé à ces opérations. Dès lors l'opérateur, apprécie la capacité du matériel

à effectuer les travaux à exécuter et n'exécute que des tâches compatibles avec le matériel loué ou avec les règles de sécurité. En cas de problème, l'opérateur prévient immédiatement le loueur. Ce dernier prendra en accord avec le locataire toutes dispositions qui s'imposent. Le locataire prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité du matériel, tant pendant qu'en dehors de ses heures d'utilisation. Le nettoyage de la voirie suite au passage des engins de chantier ou des camions de chantier est à la charge du locataire et non du loueur. Le locataire est responsable des dommages de toutes natures causés par le matériel loué sur le chantier.

Le locataire ne peut :

- Employer le matériel loué à un autre usage que celui auquel il est normalement destiné,
- En confier l'usage à une entreprise tierce.
- Utiliser le matériel dans des conditions différentes de celles pour lesquelles la location a été faite,
- Enfreindre les règles de sécurité fixées tant par la réglementation en vigueur que par le constructeur et/ou le loueur.

Le locataire ne peut être tenu pour responsable des conséquences dommageables des vices cachés du matériel loué ou de l'usure non apparente rendant le matériel impropre à l'usage auquel il est destiné.

Article 11 - Dommages causés au tiers (assurance « responsabilité civile »)

Véhicule terrestre à moteur (VTAM) :

Obligations du loueur :

Lorsque le matériel loué est un VTAM au sens de l'article L. 110-1 du Code de la route, le loueur doit obligatoirement avoir souscrit un contrat d'assurance automobile conforme aux articles L. 211-1 et suivants du Code des assurances. Ce contrat couvre les dommages causés aux tiers par le matériel loué dès lors qu'il est impliqué dans un accident de la circulation.

Le loueur doit remettre à la 1ère demande du locataire, une photocopie de son attestation d'assurance en vigueur.

Obligations du locataire :

Le locataire s'engage à déclarer au loueur, dans les 48 heures, par lettre recommandée avec accusé de réception, tout accident causé par le véhicule ou dans lequel le véhicule est impliqué, afin que le loueur

puisse effectuer auprès de son assureur, sa déclaration de sinistre dans les cinq jours.

Le locataire reste responsable des conséquences d'un retard ou d'une absence de déclaration.

L'assurance responsabilité automobile souscrite par le loueur ne dispense pas le locataire de souscrire une assurance « Responsabilité Civile Entreprise », afin de garantir notamment les dommages causés aux tiers par les VTAM loués lorsqu'ils ne sont pas impliqués dans un accident de la circulation.

Autres matériels :

Le locataire et le loueur doivent être couverts, chacun pour sa responsabilité, par une assurance « Responsabilité Civile Entreprise » pour les dommages causés aux tiers par le matériel loué

Article 12 - Dommages au matériel loué (Assurances « bris de machine, incendie, vol... »)

En cas de dommages, le loueur invite le locataire à procéder à un constat amiable et contradictoire, qui doit intervenir dans un délai de 2 jours ouvrés maximum.

Le locataire peut couvrir sa responsabilité pour les dommages causés au matériel loué de trois manières différentes :

12-2.1 En souscrivant une assurance couvrant le matériel pris en location.

Cette assurance peut être spécifique pour le matériel considéré ou annuelle et couvrir tous les matériels que le locataire prend en location. Elle doit être souscrite au plus tard le jour de la mise à disposition du matériel loué et doit être maintenue pendant la durée du présent contrat de location.

Le locataire doit informer le loueur de l'existence d'une telle couverture d'assurance. En début d'année ou au plus tard au moment de la mise à disposition du matériel, le locataire adresse l'attestation d'assurance correspondant au contrat souscrit, comportant notamment l'engagement pris par la compagnie d'assurances de verser l'indemnité entre les mains du loueur, les références du contrat qu'il a souscrit, le montant des garanties et des franchises.

Les éventuelles limites, exclusions et franchises d'indemnisation résultant du contrat d'assurance souscrit par le locataire sont inopposables au loueur au regard des engagements du contrat.

12-2.2 En acceptant, pour la couverture « Bris de machines », la renonciation à recours

du loueur et de son assureur moyennant un coût supplémentaire.

Dans ce cas, le loueur doit clairement informer le locataire sur les limites exactes de l'engagement pris, notamment sur :

- Les montants des garanties,
- Les franchises,
- Les exclusions,
- Les conditions de la renonciation à recours de l'assurance contre le locataire. Toute limite non mentionnée au contrat est alors inopposable au locataire.

12-2.3 En restant son propre assureur sous réserve de l'acceptation du loueur.

A défaut d'acceptation du loueur, le locataire :

- Soit, souscrit une assurance couvrant le matériel pris en location dans les conditions prévues à l'article 12-2.1,
- Soit, accepte les conditions du loueur, prévues à l'article 12-2.2.

Dans le cas où le locataire assure le matériel auprès d'une compagnie d'assurances ou sur ses propres deniers, le préjudice est évalué :

- Pour le matériel réparable : suivant le montant des réparations.
- Pour le matériel non réparable ou volé : à partir de la valeur à neuf, déduction faite d'un coefficient d'usure fixé à dire d'expert ou à défaut dans les conditions particulières.

Article 13- Vérifications réglementaires

Le locataire doit mettre le matériel loué à la disposition du loueur ou de toute personne désignée pour les besoins des vérifications réglementaires.

Au cas où une vérification réglementaire ferait ressortir l'inaptitude du matériel, cette dernière a les mêmes conséquences qu'une immobilisation (cf. article 9).

Le coût des vérifications réglementaires reste à la charge du loueur.

Le temps nécessaire à l'exécution des vérifications réglementaires fait partie intégrante de la durée de la location dans la limite d'une demi-journée ouvrée.

Article 14 – Restitution du matériel

À l'expiration du contrat de location, quel qu'en soit le motif, éventuellement prorogé d'un commun accord, le locataire est tenu de rendre le matériel en bon état, compte tenu de l'usure normale inhérente à la durée de l'emploi. À défaut, la fourniture de carburant est facturée au locataire. Le matériel est restitué, sauf accord contraire des parties, au dépôt du loueur pendant les heures d'ouverture de ce dernier. Lorsque le transport retour du matériel est effectué par le loueur ou son prestataire, le loueur et le locataire conviennent par tout moyen écrit de la date et le lieu de reprise du matériel. La

garde juridique est transférée au loueur au moment de la reprise, et au plus tard à l'issue d'un délai de 24 heures à compter de la date de reprise convenue. Pour toute demande faite le vendredi ou la veille de jour férié, la reprise du matériel s'effectue au plus tard le premier jour ouvré suivant. Le locataire doit tenir le matériel à la disposition du loueur dans un lieu accessible.

Le bon de retour ou de restitution matérialisant la fin de la location est établi par le loueur. Il y est indiqué notamment : le jour et l'heure de restitution, les réserves jugées nécessaires notamment sur l'état du matériel restitué. Le matériel et accessoire non restitué et non déclaré volé ou perdu sont facturés au locataire sur la base de la valeur à neuf, après expiration du délai de restitution fixé dans la lettre de mise en demeure. Dans le cas où le matériel nécessite des remises en état consécutives à des dommages imputables au locataire, le loueur peut les facturer au locataire après constat contradictoire conformément à l'article 12.

Article 15 – Prix de la location

Sauf exceptions prévues aux conditions particulières, le prix de location est généralement fixé pour une journée de 8h et il sera facturé un minimum de 8 heures par journée de travail. La durée de location hebdomadaire est normalement calculée en jours ouvrés (du lundi au vendredi). Les heures supplémentaires ou le samedi et dimanche devront faire l'objet d'un accord préalable avec le loueur. Toute période commencée est due. Le contrat de location prend fin la veille pour tout matériel restitué dans l'entrepôt du loueur avant 8h00. Les tarifs sont révisables annuellement sans préavis. Tous les prix s'entendent avec chauffeur, carburant et assurance inclus. La TVA est en sus de 20%. Les heures supplémentaires seront facturées en sus au prorata du huitième de la journée de base. Les attachements journaliers doivent être obligatoirement signés, chaque jour, par le locataire auquel il sera remis un double de ce document. Ces attachements ont pour objet d'établir la facturation. Le prix de la location est ferme et non révisable.

Article 16 – Paiement

Les conditions de règlement sont prévues aux conditions particulières. Le non-paiement d'une seule échéance entraîne la résiliation du contrat conformément à l'article 18.

- Pénalités de retard

Toute facture impayée à son échéance entraîne des pénalités de retard dont le taux est fixé aux conditions particulières ou sur la

facture et, à défaut, conformément à l'article L. 441-6 du code de commerce.

Article 17 – Clause d'intempéries

En cas d'intempéries dûment constatées avant 10 heures du matin, et provoquant une inutilisation de fait du matériel loué, le loyer est facturé à un taux réduit à négocié entre les parties.

Article 18 – Résiliation

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, l'autre partie est en droit de résilier le contrat de location sans préjudice des dommages-intérêts qu'elle pourrait réclamer. La résiliation prend effet après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse. Le matériel est restitué dans les conditions de l'article 14. L'indivisibilité entre tous les contrats implique que la résolution de l'un d'eux entraîne de plein droit celle des autres, à la discrétion du loueur.

Article 19 – Conditions d'annulation

Le locataire doit informer le loueur, par écrit, de l'annulation d'une réservation de matériel.

Le locataire n'est redevable d'aucune pénalité si l'annulation intervient plus de 1 jours ouvrés avant le début de location et avant 12h00. Cependant si le locataire n'annule pas la location avant que le loueur n'ait engagé la livraison, le transport ainsi que la première journée de location seront dus. Dans les dernières 20h00 avant le début de location, le loueur se réserve le droit de réclamer des frais d'annulation d'un montant de 100% du montant global de la réservation. Les frais d'annulation ne seront pas demandés en cas de maladie (avec présentation d'un certificat).

Article 20 – Éviction du loueur

Le locataire s'interdit de céder, donner en gage ou en nantissement le matériel loué.

Le locataire doit informer aussitôt le loueur si un tiers tente de faire valoir des droits sur le matériel loué, sous la forme d'une revendication, d'une opposition ou d'une saisie.

Le locataire ne peut enlever ou modifier ni les plaques de propriété apposées sur le matériel loué, ni les inscriptions portées par le loueur. Le locataire ne peut ajouter aucune inscription ou marque sur le matériel loué sans autorisation du loueur.

Article 21- Pertes d'exploitation

Par principe, les pertes d'exploitation, directes et/ou indirectes, ne peuvent pas être prises en charge.

Article 22 – Règlement des litiges

À défaut d'accord amiable entre les parties, tout différend est soumis au tribunal compétent qui peut avoir été désigné préalablement dans les conditions particulières.

Article 23 – RGPD

Les données à caractère personnel que le client a communiqué au loueur sont collectées et traitées dans le cadre de l'exécution du contrat aux fins de gestion et de suivi du contrat. Les données recueillies sont traitées conformément aux règles de protection des données personnelles.

Article 24 – Attribution de juridiction

Tout litige pouvant résulter du contrat de location et de l'application des présentes relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Rouen